

## Grèce: qui sont les ministres du gouvernement Tsipras

**De notre envoyée spéciale à Athènes.-** « *Des attelages étonnants* » : c'est le commentaire, à chaud, d'un membre critique de Syriza. De fait, le gouvernement Tsipras, dont la composition a été dévoilée mardi 27 janvier après-midi, semble ménager la chèvre et le chou pour faire de la place aux **Greco indépendants** (ANEL) tout en préservant des dossiers chers à Syriza.

Sur la politique anti-austérité, base de l'accord de cette coalition, il envoie un message clair : celui d'une position ferme de la Grèce face aux partenaires européens avec le choix de l'économiste **Yanis Varoufakis pour les finances** ([lire ici son portrait](#)). Mais derrière cette nomination, plusieurs figures issues directement de l'appareil du parti et plus pragmatiques se répartissent les autres portefeuilles économiques. Le cercle de Tsipras décroche par ailleurs des postes importants, insufflant un coup de jeune sur l'exécutif. Mais le gros des troupes, s'il renouvelle complètement la tête de l'Etat, reste à l'image de la politique grecque : moyenne d'âge autour de la soixantaine ; pas une femme au rang de ministre. Et si le nombre de ministres a été réduit par rapport aux gouvernements précédents, le gouvernement au complet, avec ministres adjoints et secrétaires d'État, compte tout de même 41 personnes (contre 45 pour le gouvernement Samaras). Gros plan sur quelques figures de ce nouvel exécutif.



Tsipras et son premier cercle, à la sortie de la cérémonie d'investiture. Nikos Pappas à sa gauche; Panos Skourletis à sa droite

- **Yanis Varoufakis**

C'est lui qui hérite du poste clef des finances et qui se trouvera donc au cœur des discussions avec les partenaires européens. Ancien conseiller de Georges Papandréou dont il se désolidarise en 2006, ce professeur d'économie s'est rendu célèbre ces dernières années par sa critique acerbe des politiques d'austérité mises en place en Grèce. Personnalité iconoclaste, issu d'une famille de la diaspora grecque en Australie, Varoufakis s'était rapproché ces deux dernières années de Syriza. Mais c'est quelqu'un qui peut se révéler imprévisible. Il a annoncé sa nomination sur [son propre blog](#) deux heures avant la proclamation officielle.

- **Yannis Dragassakis**

C'est la tête pensante du programme économique de Syriza depuis deux ans. Homme de l'ombre, plus habitué à travailler dans les bureaux qu'à s'exposer en public, il sort cette fois-ci des coulisses pour devenir vice-premier ministre et prendre la tête des négociations de la Grèce avec la Troïka (Commission européenne, FMI, BCE). Paradoxalement, c'est le seul ministre de ce gouvernement à avoir déjà occupé un poste de ministre : en 1989 pour quelques mois, il avait fait partie du gouvernement dit « œcuménique » dont l'objectif était d'amener Andreas Papandréou, le père du PASOK, devant la justice. Dragassakis était alors membre du parti communiste grec, le KKE, qu'il a quitté ensuite pour participer à la fondation de Synaspimos, lequel deviendra plus tard la principale composante de Syriza.

- **Yorgos Stathakis**

Cet économiste obtient le portefeuille important, mais moins stratégique, de l'économie, des infrastructures, de la marine et du tourisme. Issu de la gauche eurocommuniste, entré pour la première fois au parlement en 2012 après avoir exercé un bref mandat local, il avait rejoint ces deux dernières années l'équipe des conseillers économiques du parti. C'est un modéré, critiqué en interne pour son approche réaliste. À ses côtés siège comme ministre adjoint le président de la chambre athénienne des ingénieurs, une institution réputée proche du milieu entrepreneurial.

- **Panos Skourletis, Nikos Pappas, Gabriel Sakellaridis**

Le premier, issu de l'appareil du parti, est nommé ministre du travail ; le deuxième, directeur de cabinet de Tsipras depuis qu'il est président du parti, est nommé ministre « d'État » (un poste central de coordination), le troisième (voir ce [reportage](#) dans lequel Mediapart suit sa campagne électorale) est propulsé porte-parole du gouvernement. Tous trois font partie du premier cercle de Tsipras. Les deux derniers, qui ont moins de 40 ans, incarnent une forme de rajeunissement.

- **Panos Kammenos**

C'est la nomination [qui fait tache](#) dans ce gouvernement. Le chef du parti de droite nationaliste Grecs indépendants (ANEL) décroche un ministère qui n'est pas anodin pour un homme au discours souverainiste : la défense. Mais – et c'est là l'une des bizarreries de ce gouvernement –, il est flanqué d'un ministre adjoint à l'exact opposé de l'échiquier politique : Kostas Issichos, un homme issu de l'aile gauche de Syriza, tendance tiers-mondiste, très lié aux gauches latino-américaines.

- **Nikos Kotzias**

C'est probablement la nomination la plus énigmatique de cet exécutif, une figure qui inquiète déjà, à gauche. Désigné ministre des affaires étrangères, Kotzias est quelqu'un qui a navigué politiquement. Ancien cadre stalinien pur et dur du KKE, le parti communiste grec, au point d'avoir soutenu le coup d'État de Jaruzelski en Pologne en 1981, il le quitte en 1989 pour évoluer ensuite vers le PASOK, où il se rapproche de Georges Papandréou. Ces deux dernières années, il s'était mis en retrait de la sphère publique. Il aurait alors commencé à conseiller Tsipras. Personnage obscur, il est perçu par les uns comme atlantiste, par les autres comme pro-russe au sujet du conflit en Ukraine, et certains le voient comme partisan d'une ligne dure face à la Turquie.

- **Nikos Voutsis**

Cet homme issu de l'appareil, dans la ligne de Tsipras, obtient un ministère très important sur le plan national : le portefeuille de l'intérieur et de la réorganisation administrative. Le personnage en lui-même ne dit pas grand-chose de la politique qu'il va mener. Mais les noms de ses adjoints montrent clairement la volonté de rupture après le tout-répressif et les bavures qui caractérisaient le gouvernement Samaras et indiquent que les questions d'immigration, de sécurité et de police seront le pré carré de la gauche. Le juriste et très respecté Yorgos Panoussis, qui avait quitté Syriza lors de la scission opérée par les modérés de Dimar, se retrouve à la tête des forces de police grecques, tandis que Tasia Christodopoulou, une avocate liée aux mouvements alternatifs et antiracistes, est en charge de la politique d'immigration.

## **Lire aussi**

Au total, sur les 41 personnes qui composent ce gouvernement, on retrouve cinq Grecs indépendants, un membre des Verts (les écologistes – un micro-parti en Grèce – avaient formé une alliance électorale avec Syriza pendant la campagne), plusieurs universitaires reconnus ainsi que quatre représentants de la « Plateforme de gauche », ce courant de Syriza qui pèse près du tiers des voix des membres du parti et qui est favorable à la sortie de la Grèce de la zone euro. La ligne Tsipras reste nettement majoritaire. Le gouvernement a pris ses fonctions mardi en fin de journée. Seuls neuf de ses membres ont prêté serment sur la bible, tous les autres ont fait un serment civil : une première dans l'histoire grecque.

© Reuters

## Grèce : le nouveau gouvernement de Syriza laisse une large place aux activistes et aux chercheurs

Nikos Smyrnaiois

29 janvier  
2015

Débatte Gauche européenne



Le nouveau gouvernement grec vient de prendre ses fonctions. Qui sont et d'où viennent les ministres sur qui pèse la lourde responsabilité de sortir la Grèce de la crise et de montrer qu'une alternative de gauche à l'austérité est possible ? L'alliance de Syriza avec le petit parti souverainiste de droite les Grecs indépendants est-elle contre-nature ? Les femmes sont-elles présentes au gouvernement et dans quelle proportion ? Quelle sera la place de l'écologie alors que tous les regards sont braqués sur la reprise économique ? Voici quelques réponses...

Alexis Tsipras a agi très rapidement pour donner les signes du changement. Premier chef de gouvernement dans l'histoire de la Grèce à refuser de jurer sur la Bible et devant un pape, il a effectué une visite symbolique dans la foulée de sa prise de fonction. Il a ainsi déposé une gerbe de fleurs dans le quartier athénien de Kessariani sur le monument aux 200 héros communistes de la Résistance exécutés par les nazis le 1er mai 1940.

Ce geste se veut symbole de la continuité historique entre les nombreuses générations qui se sont battues au péril de leur vie à travers les décennies – contre la barbarie, pour la démocratie, la justice sociale et l'indépendance nationale – et le nouveau gouvernement. C'est aussi un message aux néonazis de l'Aube dorée qui seront présents de nouveau au Parlement. Enfin, c'est un rappel à l'Allemagne concernant sa dette historique envers la Grèce.



## L'alliance avec les Grecs indépendants

Conscient que le moindre vide de pouvoir pourrait avoir des conséquences imprévisibles, Tsipras a réussi à composer une majorité parlementaire avec le petit parti des Grecs indépendants [Syriza, avec 36,3% des voix, compte 149 députés sur 300, le Parti des grecs indépendants, avec 4,7% des voix, compte 13 députés, ndlr]. Bien sûr il s'agit là d'un choix qui pose problème, [comme l'écrit justement Stathis Kouvelakis](#), membre de l'aile gauche de Syriza. Mais les Grecs indépendants ne sont pas un parti xénophobe comme on a pu le lire ici et là. C'est une formation conservatrice sur le plan sociétal, proche de l'Église orthodoxe et patriote à la limite du nationalisme. Elle ressemble donc à un parti de droite chrétienne comme il en existe beaucoup en Europe.

Le discours de son chef Panos Kammenos a parfois des relents complotistes. Mais il n'est en aucune façon un raciste xénophobe avéré, comme l'étaient à coup sûr [de nombreux membres du précédent gouvernement](#). En effet, Il n'a jamais flirté avec l'Aube dorée, comme ont pu le faire régulièrement des collaborateurs proches d'Antonis Samaras [Aube dorée, d'inspiration néonazie, a obtenu 6,28 % des suffrages et 17 députés, ndlr].

C'est également [ce qu'écrit Amélie Poinssot](#), correspondante de Mediapart en Grèce, fondée entre autres sur le témoignage du journaliste Dimitris Psarras, l'un des meilleurs experts de l'extrême droite en Grèce. Celui-ci dit : *« Lorsque le parti s'est créé en 2012, il y avait en lui quelques éléments que l'on retrouve traditionnellement dans des partis d'extrême droite, comme le nationalisme, la dimension populiste, le rapport avec l'Église, un agenda anti-immigration. Mais l'identité de ce parti, c'est son positionnement anti-austérité. Dans son mode et son discours, je le caractériserais plutôt comme national-populiste. Il a par ailleurs complètement mis de côté les thèmes qu'il agitait en 2012. »*

Concernant la question de l'immigration, le programme officiel des Grecs indépendants adopte certes un discours de « fermeté » mais qui est essentiellement du verbalisme. Dans le fond il ne demande que la réforme des accords européens (Dublin II et III) qui piègent des milliers de demandeurs d'asile dans le premier pays d'entrée à l'Union, en l'occurrence la Grèce.

Par ailleurs, la sous-ministre chargée de l'immigration Tassia Christodouloupoulou, membre de Syriza, est une défenderesse de long date des droits des immigrés. Celle-ci a annoncé très vite après sa prise de fonction son attention de naturaliser les milliers de jeunes d'origine étrangère nés en Grèce qui ne peuvent obtenir la nationalité Grecque ainsi que le remplacement des camps de rétention indignes pour les demandeurs d'asile par des centres d'accueil.

## L'économie en priorité (mais sans banquier)

Au niveau économique le parti souverainiste de Kammenos a tenu bon sur sa ligne anti-austéritaire et pro-sociale depuis 2012 malgré les pressions incessantes incluant [des tentatives de corruption](#) de ses députés. Étant donné le fait que la relance de l'économie et la négociation de la dette sera la priorité du gouvernement il s'agit donc

d'un choix pragmatique et cohérent de la part de Tsipras.

La participation de Kammenos au gouvernement en tant que ministre de la Défense compliquera un certain nombre de réformes importantes comme la séparation de l'Église et de l'État ou le mariage gay pour lequel Syriza est favorable. Mais elle permet à Tsipras de montrer qu'il a su composer un gouvernement d'union qui déborde largement le périmètre de son propre parti et de disposer au sein du gouvernement d'un interlocuteur crédible aux yeux des militaires. C'est aussi [le point de vue de Panayotis Grigoriou](#), ethnologue, historien et chroniqueur infatigable du drame grec.

Sous la houlette de Yannis Dragasakis, vieux sage qui sera vice-premier ministre et coordinateur général, le gouvernement semble à la fois cohérent et équilibré. Les ministères de l'économie et du développement seront entre les mains des professeurs d'économie modérés, respectivement Yannis Varoufakis et Yorgos Stathakis.

Varoufakis a un profil intéressant : blogueur et twitto invétéré, il a été professeur d'économie en Australie et aux États-Unis avant de travailler pour la société des jeux vidéos mondialement connue Valve. Ancien conseiller de George Papandréou, il n'a pas sa langue dans sa poche. Connaisseur de l'establishment financier mondial il aura la charge de mener les négociations avec les créanciers. Ce choix, un peu surprenant, a fâché d'autres économistes plus à gauche comme Yannis Milios et Euclide Tsakalotos, pressentis pour ce ministère. Mais c'est un choix tactique intéressant en vue des négociations sur la dette qui peut s'avérer efficace.

## **Cohabitation entre productivistes et écologistes**

Aux côtés de Varoufakis se retrouve une militante historique de la gauche grecque, Nadia Valavani, qui sera elle chargée de gérer le budget (et éventuellement de contrôler les mouvements du premier) . Une autre femme, Rania Antonopoulou, directrice jusqu'à hier du programme Gender Equality and the Economy au Levy Institut de New York, prendra en charge la dure bataille contre le chômage. C'est une technocrate keynésienne plutôt classique qui défend le concept de [l'État employeur en dernier ressort](#). Elle travaillera sous la houlette de Panos Skourletis très proche collaborateur de Tsipras et désormais ministre du travail.

Le choix d'économistes plutôt libéraux est contrebalancé par la nomination de Panayotis Lafazanis, chef de file de l'aile gauche de Syriza, au super ministère de la relance productive, de l'énergie et de l'environnement. Lafazanis, plutôt de tendance productiviste, sera flanqué par un sous-ministre de l'environnement membre des Verts, Yannis Tsironis. Ca sera intéressant d'observer si un équilibre sera trouvé ou si des conflits larvés se développeront entre Lafazanis le communiste et Tsironis l'écologiste. En tout cas le premier a déjà fait savoir qu'il était hors de question de procéder à la privatisation de DEI, la société publique de production d'énergie, prévue par les accords du précédent gouvernement avec la Troïka.

## **Des universitaires et des activistes partout**

Tsipras a décidé de créer un sous-ministère spécial pour la bataille contre la corruption, signe que c'est aussi une priorité pour son gouvernement. Il y a nommé Panayotis Nikoloudis, un procureur jusqu'à récemment à la tête de l'Autorité contre la corruption. La rude tâche de démocratiser les forces de police a été confiée au professeur de criminologie Yannis Panousis, ancien membre d'une formation qui n'a pas réussi son entrée au Parlement, la Gauche démocratique (DIMAR).

Son supérieur direct, ministre de l'intérieur, sera Nikos Voutsis cadre de Syriza expérimenté et pugnace qui a déjà eu maille à partir avec la police lors de nombreuses manifestations comme dans le cliché ci-dessous retweeté à foison. Le fait que le fils de Voutsis est un anarchiste revendiqué qui vient de sortir de prison rajoute du piment à la situation.

Yiannis Baboulias @YiannisBab · 27 janv.

The old guy in the middle is now Minister of Interior and head of the Greek police



↻ 3,8 k

★ 2 k



[Voir plus de photos et vidéos](#)

La santé sera confiée à un ancien du Pasok mais qui a tôt pris ses distance avec la politique de l'austérité, le non-voiant Panagiotis Kouroumplis. Nikos Kotzias un intellectuel reconnu d'origine social-démocrate et francophone sera ministre des affaires étrangères. Il incarne une ligne patriote de gauche, compatible avec Kammenos qui pourra permettre enfin à la Grèce de disposer d'une politique autonome et non pas vassalisée.

Le rappel de Tsipras aujourd'hui à Federica Mogherini, commissaire européenne aux affaires étrangères, qu'il ne faut pas oublier de consulter la Grèce avant de faire des déclarations au nom de tous les Etats membres au sujet du conflit Ukrainien est sûrement inspiré par Kotzias. Il faut s'attendre donc à un rééquilibrage de la position grecque par rapport à la Russie, mais aussi Israël avec lequel les précédents gouvernements s'étaient rapprochés en dépit d'une relation historiquement privilégiée de la Grèce avec les pays arabes. Il faut dire aussi que de nombreux militants et proches de Syriza militent pour la cause palestinienne.

Enfin, Nikos Xydakis l'éditorialiste érudit du quotidien conservateur Kathimerini, devient sous-ministre de la Culture et Nikos Paraskevopoulos, professeur engagé depuis longtemps dans la défense des droits de l'homme et militant pour les droits des prisonniers, sera le nouveau ministre de la justice. Le constitutionnaliste Yorgos Katrougalos, personnalité montante de Syriza, quitte quant à lui son poste d'eurodéputé pour s'occuper de la réforme de l'administration, autre front urgent en Grèce.

### **Six femmes au gouvernement mais d'autres aussi ailleurs**

Il y aura six femmes dans le gouvernement, dont au moins quatre ont des postes équivalents à ceux des ministres, même si elles n'en ont pas le titre. La tonitruante juriste et féministe convaincue [Zoé Konstantopoulou](#) présidera elle le Parlement [[lire son interview](#), avant les élections, alors qu'elle était pressentie au ministère de la Justice, ndlr]. C'est encore une première en Grèce. De ce poste elle aura la charge de discipliner les députés néonazis, habitués aux esclandres dans l'Hémicycle, et de mener à bien les diverses investigations parlementaires qui ne manqueront pas de se mettre en route relativement aux scandales du passé. C'est un pied de nez amusant après toutes les brimades que les députés machos de la droite lui avaient infligé ces dernières années (sans qu'elle ne se dégonfle bien entendu).



Zoé Konstantopoulou et Rena Dourou, déjà présidente de l'immense Région d'Attique, sont les deux femmes les plus puissantes de Syriza, à moins de quarante ans. Le jeune Gabriel Sakellaridis, qui a failli gagner la mairie d'Athènes en juin, sera le porte-parole du gouvernement. C'est un représentant talentueux et populaire des trentenaires proches de Tsipras.

En conclusion, il s'agit d'un gouvernement divers et ouvert, dans lequel sont représentées trois formations politiques au-delà de Syriza (les Verts, la Gauche démocratique et les Grecs indépendants). Un gouvernement qui se veut rassurant pour les marchés et les créanciers, mais qui ménage également l'aile gauche de Syriza et récompense des personnes engagées depuis longtemps en faveur des droits sociaux. Les femmes y sont relativement nombreuses par rapport aux usages en Grèce, et à des postes clés. Les universitaires en constituent la colonne vertébrale.

Bien sûr de nombreuses critiques de ce gouvernement peuvent être formulées : les femmes pourraient être plus nombreuses ; la gauche radicale pourrait être plus ou mieux présentée, notamment aux ministères économiques ; Mais ce n'était pas un exercice facile de composer ce gouvernement qui doit s'attaquer très vite à des problèmes graves et urgents. A suivre.

**Nikoç Smyrnaioç**, enseignant à l'université de Toulouse et observateur de l'actualité grecque (voir [son blog](#))



Photos :

Alexis Tsipras lors d'un meeting à Bologne (Italie) en mai 2014 / CC Lorenzo Gaudenzi

Dépôt d'une gerbe de fleurs, le 26 janvier, dans le quartier athénien de Kessariani sur le monument aux 200 héros communistes de la Résistance exécutés par les nazis le 1er mai 1940 / Source : EPA, Alexandros Beltes

Zoé Konstantopoulou est la première femme qui préside le Parlement grec / CC wikimédia

Gabriel Sakellaris avec Rena Dourou et Alexis Tsipras / Source : efsyn.gr